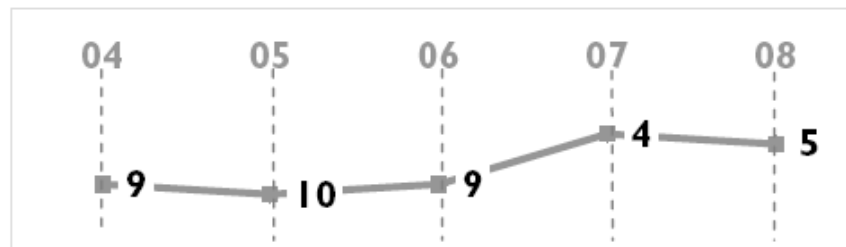


La compétitivité de l'économie luxembourgeoise marque le pas par rapport à 2007

Selon le *World Competitiveness Yearbook 2008*, publié par l'institut suisse IMD (*International Institute for Management Development*), le Luxembourg se classe à la 5^{ème} place mondiale des économies les plus compétitives. L'analyse repose tant sur des indicateurs statistiques que sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprise. Au Luxembourg, l'enquête auprès des entreprises est coordonnée par la Chambre de Commerce (cf. www.cc.lu).

La comparaison du classement 2008 avec celui des années précédentes permet de constater une légère dégradation de la position du Luxembourg. Après avoir oscillé pendant plusieurs années successives (2004, 2005 et 2006) entre le 9^{ème} et le 10^{ème} rang, l'économie du Grand-Duché s'était l'année dernière établie à la 4^{ème} place en termes de compétitivité. Cette progression a cependant été enrayée en 2008, le Luxembourg ayant concédé une place dans le classement IMD.

Evolution du classement de l'économie luxembourgeoise dans le World Competitiveness Yearbook (2004-2008)



Le classement du Grand-Duché au niveau international

Il convient en premier lieu d'observer que le Luxembourg est devancé par le même trio de tête que l'année dernière (1^{ère} place pour les Etats-Unis, 2^{ème} pour Singapour et 3^{ème} pour Hong Kong) et par la Suisse, qui dépasse désormais le Grand-Duché (passage du 6^{ème} au 4^{ème} rang mondial).

Le Luxembourg subit une légère détérioration par rapport aux pays voisins. Ainsi, la progression de la France semble se confirmer (passage de la 28^{ème} à la 25^{ème} place), tandis que la Belgique continue sa progression lente, mais régulière (+1 encore cette année, ce qui la met en 24^{ème} position). L'économie allemande paraît en revanche connaître un arrêt de sa forte dynamique d'amélioration au regard de sa dernière performance (elle demeure au 16^{ème} rang). Par ailleurs, les dynamiques économiques de nature structurelles ont été plus fortes pour des pays comme l'Australie (de la 12^{ème} à la 7^{ème} position) et le Canada (10^{ème} place en 2007, 8^{ème} en 2008) que pour les économies traditionnellement les plus performantes du continent européen (Pays-Bas, Suède, Danemark).

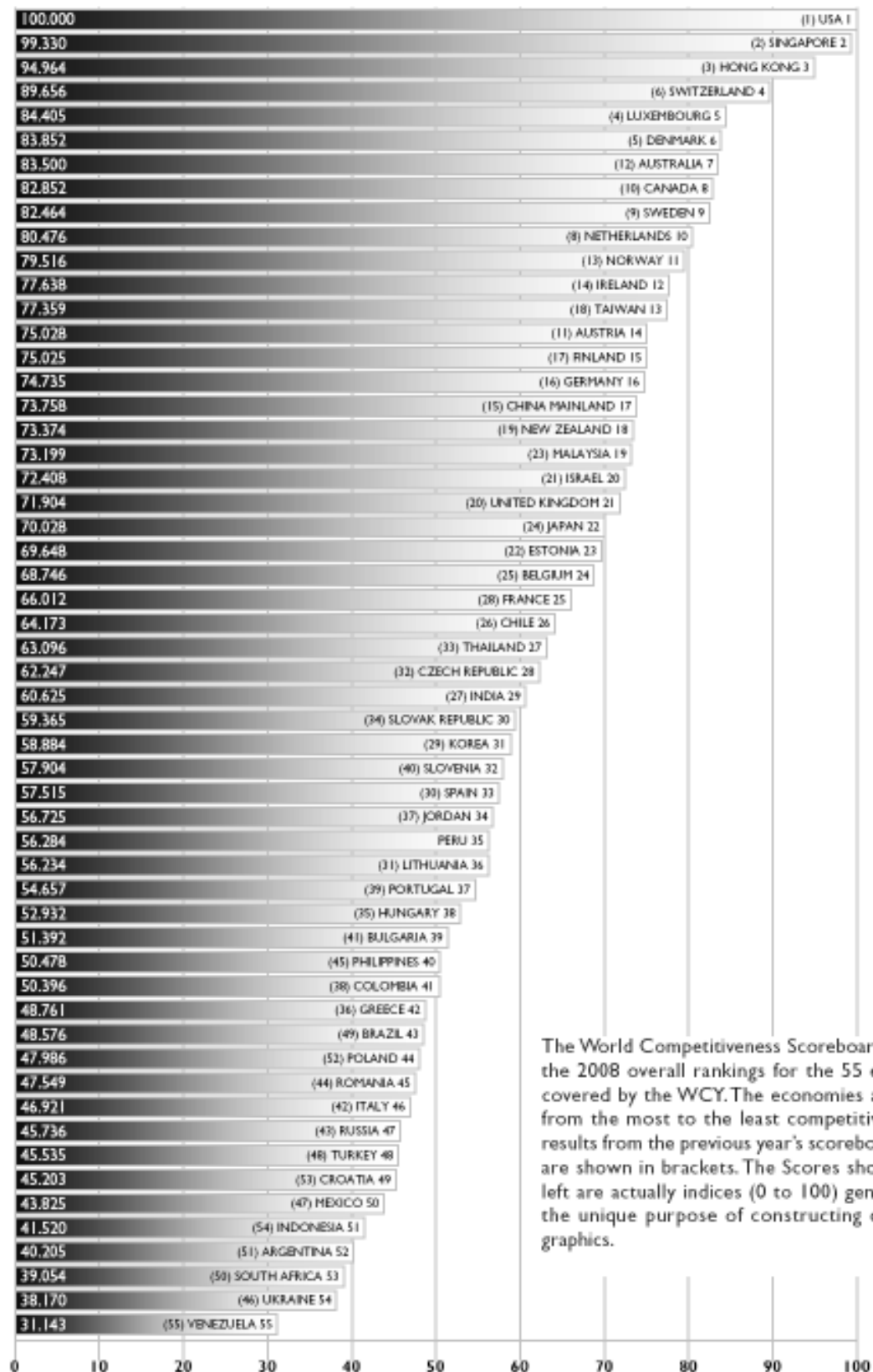
Il convient en outre de souligner que les pays européens figurant parmi les dix économies les plus compétitives sont globalement moins bien classés que l'année précédente: à l'instar du Luxembourg, le Danemark a perdu une place au classement (6^{ème} place), tandis que les Pays-Bas sont passés du 8^{ème} au 10^{ème} rang. Seule la Suisse sort son épingle du jeu, se rapprochant

tout près du podium (4^{ème}). Par ailleurs, quatre pays européens seulement figurent parmi les 15 premiers dans le classement des pays de plus de 20 millions d'habitants les plus compétitifs (à savoir l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Espagne).

En passant de la 4^{ème} à la 5^{ème} place du classement IMD, le Luxembourg ne voit certes pas sa position compétitive profondément bouleversée. Pour autant, cela tend à confirmer que les problèmes économiques d'ordre structurel du Grand-Duché continuent à peser sur la situation compétitive des entreprises luxembourgeoises. Plusieurs mesures mises en œuvre suite aux décisions du Comité de Coordination Tripartite (réunissant le gouvernement et les partenaires sociaux en vue d'améliorer la compétitivité du pays et de rétablir l'équilibre des finances publiques) ont certes eu un impact positif sur les finances publiques du pays, mais de manière générale, elles n'ont pas produit des effets palpables en termes d'amélioration de la compétitivité économique.

Cette situation est notamment due au nombre réduit de mesures pleinement structurelles, susceptibles de renforcer durablement la compétitivité des entreprises luxembourgeoises.

The IMD World Competitiveness Scoreboard 2008



The World Competitiveness Scoreboard presents the 2008 overall rankings for the 55 economies covered by the WCY. The economies are ranked from the most to the least competitive and the results from the previous year's scoreboard (2007) are shown in brackets. The Scores shown to the left are actually indices (0 to 100) generated for the unique purpose of constructing charts and graphics.

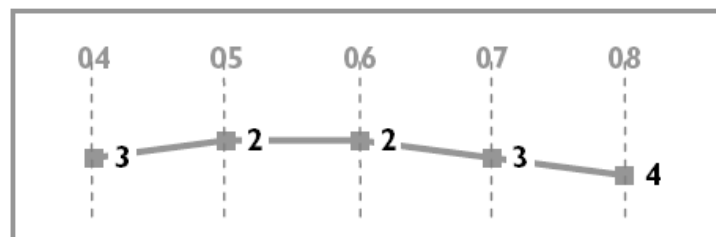
Les réformes structurelles plus incisives restent plus que jamais d'actualité, que ce soit dans les domaines de l'enseignement et de la recherche, de la formation initiale et continue, de la sécurité sociale, de la fiscalité, des finances publiques ou des infrastructures.

Analyse détaillée de la situation compétitive de l'économie luxembourgeoise

Le classement du World Competitiveness Yearbook 2008 comporte l'analyse de quatre séries d'indicateurs : les performances économiques (*Economic performance*), l'efficacité des pouvoirs publics (*Government efficiency*), l'environnement des affaires (*Business efficiency*) et la qualité des infrastructures (*Infrastructure*).

S'agissant de l'indicateur des **performances économiques** (*Economic performance*), le Luxembourg occupe désormais la 4^{ème} place au niveau mondial, ce qui correspond à son moins bon classement sur les cinq dernières années. Malgré tout, le rang atteint par le Grand-Duché au niveau mondial demeure honorable. L'institut IMD salue cette année encore les bonnes performances des entreprises luxembourgeoises, qui permettent au pays de gratifier ses habitants d'un niveau de vie élevé et d'un taux de croissance de l'emploi très enviable. Les performances du Luxembourg résultent entre autres du dynamisme du commerce extérieur et plus particulièrement de celui des exportations de services. Parmi les services, ce sont les services financiers qui expliquent en grande partie la bonne santé économique du Grand-Duché.

ECONOMIC PERFORMANCE



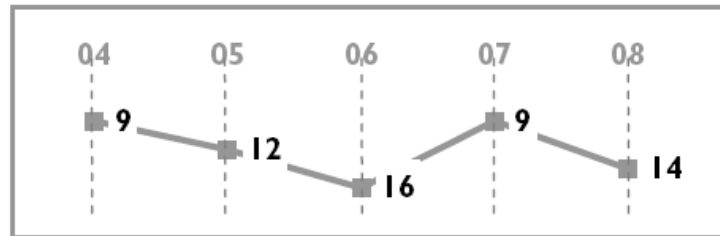
Néanmoins, ces performances ne parviennent pas à masquer des faiblesses structurelles qui perdurent. En dépit des efforts de multi-spécialisation de l'appareil productif luxembourgeois, le World Competitiveness Yearbook 2008 souligne un manque de diversification de l'économie du Grand-Duché. Cette dernière demeure fortement dépendante du secteur financier, ce qui, dans des périodes de turbulences financière internationales, peut occasionner des risques économiques importants. Au-delà de l'analyse des statistiques économiques, l'étude menée auprès des chefs d'entreprise montre que les délocalisations aussi bien de sites de production industriels que de prestataires de services constituent une menace réelle.

Concernant l'indicateur d'**efficacité des pouvoirs publics** (*Government efficiency*), le World Competitiveness Yearbook 2008 souligne une assez nette détérioration des performances luxembourgeoises. En l'espèce, le Luxembourg enregistre une évolution défavorable, qui réduit pratiquement à néant l'amélioration significative enregistrée l'année passée, en passant du 9^{ème} rang en 2007 au 14^{ème} rang en 2008. Ce résultat souligne la nécessité d'étudier de près les déterminants de l'efficacité des pouvoirs publics au Luxembourg.

Il convient tout de même de souligner que la stabilité politique et la forte cohésion sociale constituent toujours pour le Grand-Duché des atouts indéniables du point de vue de la compétitivité. Par ailleurs, le faible niveau de la dette publique et le haut degré d'adaptabilité du gouvernement aux mutations économiques sont indubitablement des avantages compétitifs.

Le World Competitiveness Yearbook 2008 souligne cette année encore la perte d'attractivité du Luxembourg en matière de politique fiscale en faveur des sociétés implantées au Grand-Duché. Comparé aux autres pays de l'OCDE, le Luxembourg n'offre plus un environnement fiscal hautement attractif pour les entreprises. Une réforme sur ce terrain constitue donc un enjeu majeur d'amélioration de la compétitivité des entreprises luxembourgeoises.

GOVERNMENT EFFICIENCY



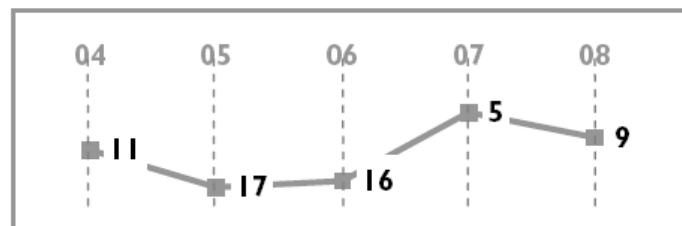
Pour rappel, des mesures fiscales mises en place par le gouvernement pour soutenir l'investissement et l'innovation induisent pour un grand nombre d'entreprises une pression fiscale réelle inférieure à celle affichée. Même si la base fiscale reste relativement étroite, il n'en reste pas moins que le taux d'affichage continue à avoir un effet important sur le choix d'investisseurs étrangers et sur la capacité du Luxembourg à attirer de nouvelles activités et de nouveaux prestataires de services.

Une autre faiblesse identifiée par le rapport IMD concerne la législation en matière de droit du travail et le système d'indemnisation des chômeurs qui n'incite pas ceux-ci à chercher rapidement un nouvel emploi.

En termes d'**environnement des affaires** (*Business efficiency*), la tendance est au repli : l'indicateur en la matière a vu un recul important, faisant passer le Luxembourg de la 5^{ème} à la 9^{ème} place. La dégradation de cet indicateur dissimule cependant des réalités diverses. Ainsi, les performances du secteur financier restent parmi les meilleures du monde, même si les incertitudes prévalant sur les marchés internationaux incitent à la prudence. Le rapport apprécie le niveau élevé de la productivité du travail et le faible niveau de « l'investment risk ».

En revanche, le rapport critique le faible taux d'emploi féminin, ainsi que le coût important du facteur de production « travail ».

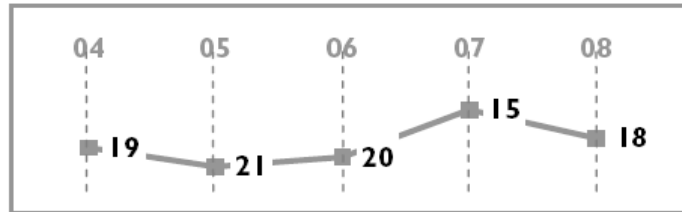
BUSINESS EFFICIENCY



Enfin, du point de vue des **infrastructures**, les performances luxembourgeoises demeurent insuffisantes, alors qu'elles étaient déjà au cours des années passées une source de

préoccupation. Le Luxembourg a été déclassé de trois marches, passant de la 15^{ème} à la 18^{ème} position.

INFRASTRUCTURE



Ce domaine comprend aussi bien les infrastructures de communication (téléphone, Internet), les infrastructures disponibles dans le domaine de la formation de capital humain (Université, formation continue), que les performances du Luxembourg en matière de création de connaissances (recherche scientifique, R&D, innovation).

Il convient de souligner plusieurs éléments positifs relatifs à l'indicateur d'infrastructures, comme le nombre élevé de brevets déposés par l'industrie proportionnellement au nombre d'habitants, le degré d'équipement en téléphones portables ou la proportion relative des personnels de R&D.

Toutefois, le Luxembourg connaît d'importantes difficultés dans plusieurs secteurs cruciaux liés au développement de l'économie de la connaissance. Ainsi, l'éducation ne répond toujours pas suffisamment aux besoins réels de l'économie, aussi bien au niveau de la formation initiale que dans le domaine de la formation continue.

De même, le coût d'utilisation d'internet est jugé trop élevé et la disponibilité sur le marché du travail d'ingénieurs qualifiés est insuffisante.

* * *

Des informations supplémentaires concernant le World Competitiveness Yearbook 2008 sont disponibles auprès du Département Economique de la Chambre de Commerce (tél. 42 39 39 - 351 ; e-mail : eco@cc.lu).